Déclaration des personnels du lycée Jules Verne mobilisés contre les réformes Blanquer, réunis en heure syndicale organisée par le SNFOLC le 10 janvier 2019

(Cergy, 95)

Nous tenons à réaffirmer notre opposition aux réformes du lycée et du Baccalauréat qui nous sont brutalement imposées alors qu'elles constituent une refonte profonde de notre système éducatif dans le secondaire et une rupture du pacte républicain et de l'égalité des chances pour nos élèves.

Il s'agit d'une spécialisation accrue et précoce des élèves, à rebours des exigences futures d'adaptation dans un marché du travail en pleine mutation. La disparition des filières rendra plus opaques les parcours d'orientation. Les élèves devront pourtant dès la fin de la 2nde choisir leurs spécialités et donc se fermer des portes pour Parcoursup avec une ignorance totale des enjeux. Nous déplorons la casse du métier de Conseiller d'orientation : à l'heure où nous aurions cruellement besoin d'eux, leur métier est mis à mal à l'échelle nationale. Par ailleurs, pour l'instant dans notre lycée, aucune semaine de l'orientation n'a été organisée empêchant la construction d'une orientation solide pour nos élèves.

D'autre part, les 7 spécialités ne sont pas garanties à Jules Verne, ni même leurs enseignements. Ainsi, la spécialité LLCE à Jules Verne sera centrée sur l'anglais, empêchant de fait l'approfondissement des autres langues, en particulier l'espagnol et l'allemand. Peu à peu c'est une concurrence entre les spécialités mais aussi entre ces dernières et les options (cinéma, culture de l'antiquité, anglais sciences humaines…) qui s'installera. Ces options qui faisaient la spécificité de Jules Verne, sont grandement menacées à ce jour.

La lourdeur des programmes dans des horaires insuffisants et avec des effectifs alourdis va accentuer la sélection et la pression sur les élèves, à un âge où ils sont pourtant fragiles. Ceci ne sera qu'accentué par les 29 épreuves du nouveau baccalauréat, étalées sur l'ensemble des années de première et terminale. Nous refusons donc d'entériner la disparition de la valeur nationale du Baccalauréat au profit d'un bac local où les élèves seront évalués par leurs propres enseignants.

C'est pourquoi nous ne voulons pas participer à la réflexion sur la mise en place de ces réformes qui suscite une hostilité croissante au fur et à mesure que l'on prend connaissance de leurs dispositions et implications (voir le refus massif du CSP et le mouvement lycéen, soutenu par leurs parents).